

1953] (p. 6612, 6613); Art. 24 : *Indemnisation des anciens actionnaires de Gnome-et-Rhône et d'Air-France* (p. 6619); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1954, Art. 1^{er} : *Sa demande de disjonction de l'article premier interdisant toute proposition majorant les dépenses ou diminuant les recettes de l'Etat* [13 décembre 1953] (p. 6710 et suiv.); *Son amendement tendant à majorer l'impôt sur les sociétés au lieu de majorer celui sur les personnes physiques* (p. 6713); *Amendement de M. Cristofol tendant à ne pas appliquer la « loi des maxima » aux dépenses d'assistance et de sécurité sociale* (6714); Art. 6 : *Demande de disjonction présentée par M. Bayrou fixant le budget des dépenses militaires* (p. 6721); Art. 7 : *Son amende nent tendant à ne pas faire d'économies sur les dépenses civiles* (p. 6722); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Son contre-projet (Suppression des taxes sur les produits de consommation courante, allègement des impôts directs frappant les petits et moyens contribuables, suppression des privilèges fiscaux de grandes sociétés, augmentation de l'impôt direct sur les bénéficiaires des grandes sociétés, particulièrement celles qui bénéficient de l'économie de guerre)* [25 mars 1954] (p. 1261 et suiv.); Art. 8 : *Sa demande de disjonction* [26 mars 1954] (p. 1343); Art. 9 *ter* : *Son amendement (Taux de la taxe sur les transactions applicable aux sociétés possédant deux établissements de vente)* (p. 1362); Art. 22 A : *Son amendement (Date d'application des nouvelles dispositions fiscales)* [29 mars 1954] (p. 1387); — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, Art. 2 : *Attribution des biens de presse, motion incidente de M. Patinaud (Examen des conséquences financières de la proposition)* [7 mai 1954] (p. 2204); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, Art. 27 : *Utilisation du fonds provisionnel constitué pour permettre à chaque entreprise nouvelle de payer son équipement* [20 juillet 1954] (p. 3455, 3456); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Sa motion préjudicielle (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954, suppression du contrôle polyvalent, réforme fiscale* [18 mars 1955] (p. 1677, 1678); *Discussion générale (Prorogation des pouvoirs spéciaux jusqu'au 30 avril, abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août*

1954, répercussions financières et économiques de la ratification des Accords de Paris, toute-puissance des trusts et privilèges fiscaux des grandes sociétés, réforme de la fiscalité) [19 mars 1955] (p. 1724 et suiv.); *Attitude du rapporteur général dans l'applicabilité de l'article 48 du Règlement* (p. 1739); Art. 1^{er} : *Son amendement (Suppression de la disposition dite des « maxima »; son emploi contre les revendications des travailleurs)* (p. 1740); Art. 11 : *Amendement de M. Tournaud (Majoration et progressivité du taux de l'impôt sur les sociétés)* (p. 1751); *Articles additionnels: M. J.-M. Louvel et le marasme de l'industrie textile* (p. 1779); *Ses explications de vote (Disjonction des crédits militaires)* (p. 1786); — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : *Son rappel au Règlement (Réunion de la Commission des finances)* [24 mars 1955] (p. 1933); — du projet de loi accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Motion préjudicielle de M. Cuillet (Défense des commerçants et artisans par le groupe communiste)* [28 mars 1955] (p. 2005); *Discussion générale (Exploitation des richesses pétrolières du Sud-Ouest, politique des trusts, réforme de la fiscalité, création d'un impôt unique progressif sur le revenu, sur les sociétés capitalistes, sur les fortunes et d'une taxe à la production* [29 mars 1955] (p. 2068 et suiv.); *Ses explications de vote* (p. 2087).

GOSSET (M. Paul), Député du Nord (3^e circonscription) (M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé Président de la Commission de la presse [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**). — Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de l'éducation nationale [23 juillet 1954] (**F. n° 412**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant : 1° à modifier l'ordonnance n° 45-2621 du 2 novembre 1945 relative à la transformation des écoles privées des houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais en écoles publiques et à l'intégration de leurs maîtres dans les cadres de l'enseignement public ; 2° à faire bénéficier de ces mesures les instituteurs des houillères intégrés dans les cadres de l'enseignement public en vertu de la loi n° 48-950 du 8 juin 1948, n° 412. — Le 16 novembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter le paragraphe 2° de l'article 1575 du Code général des impôts, n° 1595. — Le 14 décembre 1951, une proposition de loi concernant les annonces judiciaires et légales, n° 2041. — Le 9 janvier 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, n° 2398. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à établir d'urgence un régime provisoire d'exonération fiscale propre à stimuler la télévision française, n° 4318. — Le 20 décembre 1952, un avis au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi (n° 2041) de M. Gosset et plusieurs de ses collègues concernant les annonces judiciaires et légales, n° 5202. — Le 24 juin 1954, une proposition de loi tendant : 1° à diminuer le déficit des caisses autonomes de retraites des ouvriers et employés des mines (C.A.N. et C.A.R.E.M.) en leur retirant des charges qu'elles supportent indûment ; 2° à accorder aux instituteurs des houillères intégrés dans les services de l'Education nationale le même régime de retraites que celui de leurs collègues, n° 8689. — Le 29 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la réalisation d'une biennale de l'information, n° 8746. — Le 31 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer avant le 10 février 1955 un projet de loi-programme visant à fixer et à financer un plan de mise en fabrication de matériel de chemin de fer propre à remédier au chômage partiel et à assurer le plein-emploi dans les entreprises spécialisées et surtout à doter le nouveau réseau électrifié de la S.N.C.F. de matériel roulant de gros tonnage propre à confirmer et à soutenir la rentabilité de ce réseau, n° 9256. — Le 3 dé-

cembre 1954, un avis au nom de la Commission de la presse sur l'avis (n° 9478) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1484) concernant les annonces judiciaires et légales, n° 9647. — Le 23 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à doter les caisses de crédit agricole d'un Fonds spécial destiné au financement de prêts pour l'amélioration et l'équipement des étables et des laiteries particulières à la ferme afin d'encourager la production du lait de qualité, n° 9792. — Le 1^{er} avril 1955, un avis au nom de la Commission de la presse sur le projet de loi (n° 8555) portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, n° 10614. — Le 7 mai 1955, une proposition de loi portant statut de la Radiodiffusion-télévision française, n° 10680. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à interdire, hors de certaines conditions, la fermeture des entreprises industrielles et commerciales occupant plus de 50 personnes, n° 11532.

Interventions :

Son rapport sur les élections : du département de l'Aude [5 juillet 1951] (p. 5874) ; — du département des Basses-Alpes [17 juillet 1951] (p. 5950). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) ; Article premier : *Amendement de M. Darou tendant à répartir les fonds entre les œuvres laïques péri et post-scolaires* [8 septembre 1951] (p. 7076, 7077). — Son rapport sur les élections partielles du département des Hautes-Alpes [23 novembre 1951] (p. 8498). — Sa demande de pouvoirs d'enquête au nom de la Commission de la presse [18 décembre 1951] (p. 9262). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; **RADIODIFFUSION - TÉLÉVISION FRANÇAISE : Discussion générale** [19 décembre 1951] (p. 9328). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur le transfert des entreprises de presse : *Biens de presse en Algérie, leur sort depuis l'annulation du décret de transfert* [11 avril 1952] (p. 2225) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Vote du rapport appliquant à l'Algérie la loi du 11 mai 1946 sur les biens de presse*

[1^{er} juillet 1952] (p. 3369, 3370). — Dépose une demande d'interpellation : sur la rétraction de certains secteurs de notre économie [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; EDUCATION NATIONALE, BEAUX-ARTS, Article additionnel : *Son amendement relatif aux logements de fonctionnaires occupés par des membres des corps enseignants* [8 novembre 1952] (p. 4998) ; RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 0010 : *Amendement de Mme Lefèvre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des bons (Exonération de la taxe radiophonique pour les vieux travailleurs)* [15 novembre 1952] (p. 5208) ; Chap. 1060 : *Amendement de M. Cagne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les speakers (Convention collective d'emploi des speakers)* (p. 5211) ; Article premier : *Emissions pour l'étranger* (p. 5222, 5223), — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953 ; Art. 2 : *Rétablissement de certains droits de douane* [30 décembre 1952] (p. 7048, 7049). — du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique : *Sa demande de renvoi du débat* [6 février 1953] (p. 1031) ; Art. 2 : *Amendement de M. Valabrègue tendant à récompenser les films français de court métrage* [19 février 1953] (p. 1175) ; Art. 10 : *Amendement de M. Jules Julien tendant à ne pas utiliser les décisions du jury pour la publicité* [20 février 1953] (p. 1210) ; Art. 23 : *Amendement de M. Savale tendant à réserver le dixième de la dotation pour les films éducatifs* [26 février 1953] (p. 1389, 1390) ; Art. 31 : *Amendement de M. Taillade tendant à fixer à 4 0/00 le taux de la subvention pour la presse filmée* [27 février 1953] (p. 1478) ; — d'une proposition de loi relative à la représentation des entreprises de presse ; Article unique : *Son amendement tendant à ne pas inclure les directeurs de journaux* [20 février 1953] (p. 1236) ; *Son amendement tendant à prévoir par décret des critères pour la valeur représentative des organisations professionnelles* (p. 1237). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Tenue d'une séance supplémentaire pour le vote de la loi d'aide au cinéma* [24 février 1953] (p. 1285 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Ses*

observations sur l'aspect psychologique du problème [6 mars 1953] (p. 1658) ; — d'une proposition de loi relative à l'intégration des instituteurs des houillères dans l'enseignement public : *Discussion générale (Ses observations sur l'application de l'article premier de la loi de finances et la demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement)* [10 mars 1953] (p. 1720) ; *Amendement de M. Catoire relatif aux majorations et allocations à accorder aux intéressés anciens combattants ou pères de famille (Ses observations concernant notamment la validation des services compris dans certaines catégories)* [20 mars 1953] (p. 2063) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2066). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à discuter selon un certain ordre, les rapports relatifs aux frais électoraux, aux retraites des instituteurs des houillères, au régime général des élections municipales* [18 mars 1953] (p. 2016). — Dépose une demande d'interpellation : sur les solutions propres à assurer les jeunes qui achèvent leurs études s'ils ne sont pas condamnés au chômage [21 mars 1953] (p. 2170) ; — sur la rétraction de certains secteurs de notre économie [21 mars 1953] (p. 2171). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août : *Gravité du malaise social, inégalité du régime des retraites, très défavorable aux travailleurs, désespérance des jeunes et notamment des jeunes étudiants, excès des marges bénéficiaires* [8 octobre 1953] (p. 4128 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), FRANCE D'OUTRE-MER : *Demande d'ajournement de MM. Triboulet et Juglas* [6 novembre 1953] (p. 4950, 4951) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Article premier, Etat A, Chap. 4101 : *Subventions à l'A. F. P. Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (économies massives indûment réalisées aux dépens du personnel, licenciements, arbitraire administratif)* (p. 4951, 4952) ; *le retire* (p. 4953) ; RADIODIFFUSION - TÉLÉVISION : *motion de M. Desson tendant à surseoir au débat et à réclamer la suppression de la majoration de la redevance téléphonique (Financement du développement de la télévision)* [14 novembre 1953] (p. 5142) ; *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 5142) ; AGRICUL-

TURE, Etat B, Chap. 6640 : *Subventions à l'Institut de recherche agronomique (Protection de la betterave, usine de caoutchouc synthétique)* [4 décembre 1953] (p. 5990); **RADIODIFFUSION - TÉLÉVISION FRANÇAISE**, Etat A, Chap. 1000 : *Amendement de M. Vigier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Titularisation des contractuels)* [8 décembre 1953] (p. 6303); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Mauvaise organisation des débats et vote des textes financiers à la sauvette)* [14 décembre 1953] (p. 6794, 6795); **RADIODIFFUSION - TÉLÉVISION FRANÇAISE**, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Traitements des journalistes de la radio, équipement de la radiodiffusion, publication des émissions culturelles)* [31 décembre 1953] (p. 7239); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 42 : *Amendements de MM. Catroux et Pronteau (Taux de l'impôt sur les sociétés; discrimination entre les sociétés)* [29 mars 1954] (p. 1423); — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, Art. 3 : *Droit au titre d'imprimerie spécialisée* [7 mai 1954] (p. 2226); *Son article additionnel (Emploi de journalistes titulaires de la carte de la Résistance)* [20 mai 1954] (p. 2545, 2546). — Dépose une demande d'interpellation sur les formalités, les conditions et les délais exigés pour l'attribution du permis de construire [9 juin 1954] (p. 2844). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Amendement de M. Frédéric-Dupont (Suppression des brigades polyvalentes; Départements dans lesquels s'exerce le contrôle des polyvalents)* [29 juin 1954] (p. 3128); Art. 23 septies : *Amendement de M. Mussot (Exonération des matériels des entreprises de presse)* [6 juillet 1954] (p. 3216); — du projet de loi relatif à la signalisation routière, Art. 2 : *Son amendement (Signalisation routière et publicité sur les routes)* [7 juillet 1954] (p. 3277, 3278); *Son sous-amendement (Signalisation des postes de secours et des stations de dépannage)* (p. 3278); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative aux annonces judiciaires et légales, en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 juillet 1954] (p. 3460); Art. 2 : *Son amendement (Rôle et composition de la commission désignant les journaux susceptibles de recevoir les annonces)* (p. 3461, 3462); *le retire* (p. 3462); Art. 2 : *Amendement de M. Secrétain (Tirage minimum exigé pour recevoir les annonces)* (p. 3463, 3464); Art. 3 : *Son amendement (Prix de la ligne d'annonces)* (p. 3465); *Amendement de M. André Hugues (Taux maximum des remises accordées aux intermédiaires qualifiés)* (p. 3466). — Dépose une demande d'interpellation sur l'insuffisance des informations diffusées par le journal parlé et la revue de presse de la Radio-télévision française [7 octobre 1954] (p. 4568). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR** pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 41-52 : *Demande de disjonction de M. Leenhardt (Communes ayant à souffrir de la présence d'industries bénéficiant de l'exonération de la taxe locale)* [23 novembre 1954] (p. 5312); — du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME** pour 1955 (1); Etat A, Chap. 31-01 : *Situation sociale dans le Nord, fermeture d'usines travaillant pour les chemins de fer* [9 décembre 1954] (p. 5984); Etat B, Chap. 53-30 : *Amendement de M. Doutrillot (Achèvement du Canal du Nord)* [14 décembre 1954] (p. 6345), — Dépose une demande d'interpellation : sur le taux de remboursement des souscripteurs du Crédit mutuel du bâtiment [16 décembre 1954] (p. 6426); — sur les solutions envisagées par le Gouvernement pour mettre un terme au conflit avec le personnel des douanes [30 décembre 1954] (p. 6986). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du **SERVICE JURIDIQUE ET TECHNIQUE DE LA PRESSE** pour 1955, Etat A, Chap. 41-01 : *Réforme du statut de l'agence France-Presse* [30 décembre 1954] (p. 6993); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE** pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Le lait* [27 janvier 1955] (p. 321); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels des services civils pour février 1955 : *Informations politiques de la radiodiffusion; défense de l'Etat et défense du Gouvernement; M. Mendès-France s'adressant à l'opinion par dessus les institutions; l'opposition de sa Majesté* [31 janvier 1955] (p. 503 à 505); — du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE** pour 1955 : *Modification du statut, maison de la radio* [17 mars 1955] (p. 1573); Etat A, Chap. 1000 :

Sa demande de disjonction (Projet de statut) (p. 1610); *la retire* (ibid.); Chap. 30-30 : *Diffusions de matches de catch* (p. 1626); Chap. 53-20 : *Amendement indicatif de M. Coudray (Maison de la radio de Rennes)* (p. 1630); *Ses explications de vote (Revue de presse, affichage de la relation des débats, édition des émissions culturelles, statut)* (p. 1639); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Administration des finances, mise en valeur des régions souffrant de sous-emploi, industrie de la terre à feu et de la faïence, fonderie, blocage des prix, lois-programmes, S. N. C. F., industries nationales, problème de l'alcool, fabrication de caoutchouc synthétique à partir de l'alcool de betterave, fabrication du papier, égalisation des charges sociales entre les participants du Pool charbon-acier)* [29 mars 1955] (p. 2045 et suiv.); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement, en qualité de *Rapporteur pour avis : Les possibilités offertes par la paille pour la fabrication du papier* [12 mai 1955] (p. 2702 à 2704); *Equipement en matière de radio et télévision* (p. 2704); *Equipement national et régionalisme, le Nord, alcoolisme et viticulture, équipement de la petite exploitation agricole* [25 mai 1955] (p. 3004, 3005); — d'une proposition de loi relative à la protection de la liberté syndicale : *M. Francisque Gay et la reconduction de l'accord conclu entre la Fédération cégétiste du livre et les entreprises de presse* [26 mai 1955] (p. 3065). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement au Maroc et son attitude vis-à-vis des complicités étrangères [5 août 1955] (p. 4683); la développe : *Politique d'atermoiements et d'improvisation, conséquences de l'instabilité gouvernementale, aggravée par la presse* [6 octobre 1955] (p. 4816, 4817); *Les Français du Maroc* (p. 4817); *Réformes économiques et sociales nécessaires* (p. 4818).

GOUBERT (M. Edouard), *Député du territoire des Indes (N. I.)*.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5967). = Est nommé membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**).

Dépôt :

Le 31 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours aux populations des Etablissements français dans l'Inde, **n° 380**.

Interventions :

Est élu *Juge titulaire de la Haute-Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Son immunité parlementaire est levée [29 juin 1954] (p. 3121).

GOUDOUX (M. Jean-Marie), *Député de la Corrèze (C.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : membre de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des finances [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à la reconstruction de la ligne de chemin de fer entre Bort et Eygurande noyée par la retenue du barrage de Bort, et à la continuité du trafic sur la ligne de chemin de fer Paris—Aurillac—Béziers, **n° 318**. — Le 10 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Goudoux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir à Electricité de France les crédits nécessaires à la mise en chantier des futurs barrages d'Uzerche et Hautefage (Corrèze), **n° 668**. — Le 10 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Girardot et plusieurs de ses collègues tendant à la poursuite accélérée de construction de barrages réservoirs sur le cours du Verdon (production d'énergie électrique, réserves d'eau d'irrigation) et à concéder à l'agriculture du département des Basses-Alpes un module d'eau d'irrigation sur le